

Profession journaliste

« Populariser les sciences et les techniques est mon métier depuis 20 ans. C'est aussi ma passion ». Devenue journaliste scientifique en 1971, Martine Barrère n'a eu de cesse de militer pour une distribution large de l'information existante afin d'éviter qu'elle ne devienne un instrument de pouvoir entre les mains de ceux qui en disposent. Son travail de journaliste, son rôle à la tête de l'association des journalistes scientifiques, ses activités d'enseignante, sa participation à de nombreux débats ont marqué le milieu journalistique et scientifique.

G.C.

L'affaire de la Soufrière

Jean Christophe Sabroux
Ingénieur, CEA

En 1976, Martine s'était fait remarquer par une enquête sur l'affaire de la Soufrière, qui avait vu s'opposer deux scientifiques de renom. Jean-Christophe Sabroux, à l'époque volcanologue et témoin de cet affrontement, raconte les circonstances dans lesquelles l'enquête avait été menée.

G.C.

Jeudi 8 Juillet 1976. Les médias s'apprêtent à sombrer dans la léthargie estivale lorsqu'une nouvelle insolite leur arrive d'un lointain département d'Outre-Mer. Le volcan de la Soufrière vient d'entrer en éruption. Quatre mois auparavant, une secousse sismique d'intensité 3 avait déjà provoqué une forte émotion chez les habitants de la Basse-Terre, l'une des deux principales îles — la seule volcanique — qui composent l'archipel de la Guadeloupe. Fortement ressentie, cette secousse faisait suite à une recrudescence de l'activité sismique, enregistrée depuis un an par l'observatoire géophysique local.

Malgré ces signes précurseurs, la panique est à son comble lorsque le vieux massif de la Soufrière projette dans les airs son premier panache

de cendres et de vapeur, le plus imposant d'une longue crise que le volcan inaugurerait ainsi de façon spectaculaire : les populations de Saint-Claude et de Basse-Terre — ville principale de l'île du même nom, et siège de la Préfecture — évacuent spontanément, et dans la plus totale improvisation, une région désormais trop exposée aux déchaînements telluriques.

C'est au début du mois qui suit que se noua en Guadeloupe un invraisemblable imbroglio scientifico-politique¹ devant aboutir le 15 août à l'évacuation, cette fois-ci autoritaire, de la zone jugée dangereuse. Dans l'éventail des affirmations scientifiques contradictoires complaisamment étalées par les médias, et face à l'attente angoissée des populations, le pouvoir politique se devait en effet de trancher. Il

fut aidé dans son choix maximaliste par une activité sismo-volcanique soutenue, et par quelques observations scientifiques, assurément inquiétantes, mais qui se révélèrent plus tard erronées.

Pourtant, les différents diagnostics sur l'éruption en cours étaient jusque là concordants. Le volcan se trouvait encore à un stade d'activité *phréatique*, c'est à dire causée par la détente brutale d'une nappe d'eau souterraine surchauffée. Les matériaux expulsés par les explosions plus ou moins cycliques étaient, pour l'essentiel, des matériaux anciens, à des températures ne dépassant guère la centaine de degrés. En revanche, les pronostics différaient considérablement : Haroun Tazieff affirmait que l'éruption pouvait fort bien se limiter à ce régime phréatique

excluant tout danger immédiat, alors que de nombreux scientifiques croyaient reconnaître dans les premières manifestations éruptives de la Soufrière les signes précurseurs d'une éruption *magmatique* imminente — sismicité trahissant les mouvements d'un magma très superficiel, déformations de l'édifice volcanique, présence de verre volcanique *frais* dans les cendres des panaches éruptifs.

Ni la qualité des mesures effectuées, ni la pertinence des interprétations auxquelles elles donnaient lieu ne furent sérieusement débattues. Pas plus que ne fut évoquée, en termes d'évaluation et de zonage des risques, la signification d'une éruption magmatique de la Soufrière. Face aux propos alarmistes de plusieurs scientifiques français et étrangers — *“Nous courons à la catastrophe”*² — les observations rassurantes d'Haroun Tazieff, alors responsable du Service de Volcanologie de l'Institut de Physique du Globe de Paris, purent facilement être mises à l'écart. Celui-ci se prévalait pourtant d'une solide expérience du phénomène éruptif, au regard de ses contradicteurs, spécialistes de géologie, géophysique ou géochimie, mais dont les connaissances en matière d'activité volcanique étaient parfois limitées. L'heure n'était plus aux débats scientifiques : les 28 000 morts qu'avait fait la Montagne Pelée en 1902, dans l'île voisine de la Martinique, pesaient trop lourd dans les consciences antillaises,

comme dans l'imaginaire des volcanologues.

L'évacuation de 70 000 personnes découlait alors tout naturellement de l'option “risque zéro” qui l'emportait en Métropole³. Cette option trouvait un relais efficace dans les tenants du transfert de la Préfecture de Basse-Terre vers Pointe-à-Pitre et, plus généralement, dans une Administration obsédée par l'exemple tragique de la Martinique au début du siècle : une population terrorisée maintenue de force à Saint-Pierre et livrée (avec, d'ailleurs, les représentants de l'autorité coloniale) aux nuées ardentes de la Montagne Pelée.

Un courage certain

Que l'évacuation autoritaire du sud de la Basse-Terre ait duré plus de trois mois résulte d'une série d'anomalies clairement constatées par Martine Barrère dans son article de *La Recherche*⁴ : données scientifiques dissimulées, publication et maintien de résultats non vérifiés et qui se révéleront faux, mais aussi acteurs, tant scientifiques que politiques, peu disposés à revenir sur leurs positions. L'objectif primordial de cette évacuation prolongée, rendue possible par la légèreté de scientifiques abusés ou de mauvaise foi, était bien *“de montrer à la population [guadeloupéenne] qu'elle était une population mineure, démunie en l'absence de la France”*. Et l'on en profitait au passage pour retracer la carte économique de la Guadeloupe, en

assurant le développement de Pointe-à-Pitre aux dépens de la Basse-Terre, sans consultation de la population.

Il fallait chez Martine Barrère un courage certain pour évoquer alors “l'affaire” de la Soufrière autrement que sous l'angle du fait divers ou de l'anecdote. Déceler des intérêts cachés sous l'apparente “neutralité” du discours des spécialistes, telle est bien l'une des tâches du journaliste scientifique : intérêts politiques, mais aussi intérêts des scientifiques en quête de pouvoir ou de notoriété, qu'il n'est jamais sans risque de révéler au grand jour.

Pourtant, la réaction à l'article révélateur de Martine Barrère ne vint pas du monde politique — bien qu'il s'y trouvât en première ligne — mais au contraire des représentants les plus officiels de la science française qui, à l'unisson, dans une volumineuse correspondance, en dénoncèrent *“les erreurs, le style d'hebdomadaire à sensation, les contre-vérités et le ton polémique”* : en bref un article *“préjudiciable aux sciences de la Terre”*⁵. Unisson d'autant plus explicable que ces réponses avaient été orchestrées par le Président de la Société Géologique de France : incontestable préjudice à la science française, sinon aux instigateurs de cette invraisemblable cabale, s'autoproclamant sans vergogne comme *“le groupe de scientifiques qui, en France, [avait] cherché, et déjà partiellement réussi, à rénover les sciences de la Terre”*.

Rénovation partielle assurément, puisqu'en 1976, et malgré les succès accumulés par la théorie de la tectonique des plaques — venus pour l'essentiel des pays anglo-saxons — la volcanologie n'avait pas encore obtenu droit de cité parmi les disciplines majeures des sciences de la Terre. Il était d'autant plus facile de dénoncer Haroun Tazieff comme "pseudoscientifique" qu'à l'époque la volcanologie n'était pas considérée comme une discipline scientifique à part entière⁶.

Le volcan de la Soufrière ne se résignant toujours pas à délivrer l'éruption cataclysmale annoncée, restait alors à sortir de la crise, dans un contexte où ni le pouvoir politique, ni les responsables scientifiques ne souhaitaient perdre la face. Léon Steinmetz, sismologue à l'Institut de Physique du Globe de Paris et nommé le 30 septembre par son directeur, Claude Allègre, à la tête de l'équipe scientifique chargé de la surveillance du volcan, assumait avec détermination un rôle difficile : celui de fédérer les équipes scientifiques travaillant sur des hypothèses différentes, et de faire renaître le débat scientifique⁷. En reconnaissant publiquement certaines erreurs — y compris celles émanant de son propre Institut — il a de toute évidence, mais à ses dépens, permis d'abrèger une évacuation dont l'inutilité devenait de plus en plus patente.

Levée le 1^{er} décembre sur les recommandations d'un comité scientifique international *ad hoc* réuni mi-novembre en Métropole, l'évacuation laissait dans son sillage des milliers de familles

guadeloupéennes ruinées, un département économiquement exsangue⁸, et un doute durablement ancré dans les esprits antillais quant à la capacité des scientifiques à protéger les populations de la colère des volcans qui les menacent.

Vingt ans nous séparent de la dernière éruption de la Soufrière ; c'est aussi le laps de temps écoulé entre l'éruption de 1976 et celle de 1956, du même type, mais passée presque totalement inaperçue. En vingt ans, la connaissance scientifique des éruptions a progressé (sans d'ailleurs éviter plusieurs catastrophes, dont celle du Nevado del Ruiz, en Colombie, avec ses 25 000 morts), les observatoires volcanologiques antillais se sont considérablement équipés, et la réflexion sur les risques, tant naturels que technologiques, a progressé.

Les experts confisquent le débat

A la lumière des connaissances volcanologiques accumulées depuis 1976, à la lumière aussi des désastres volcaniques subis ou évités en ce dernier quart de siècle, le suivi scientifique de l'éruption de la Soufrière apparaît aujourd'hui singulièrement rudimentaire. Toute éruption de volcan "à cheminée bouchée"⁹, c'est à dire tout réveil de volcan endormi commence nécessairement par une activité phréatique, qui se poursuit ou non par une activité magmatique. Chacun de ces deux types d'activité présente des risques spécifiques qu'il

convient d'évaluer en fonction de l'histoire éruptive du volcan considéré. Or, en 1976, cette connaissance faisait défaut. Quant au dispositif de surveillance d'alors, on peut douter de ses capacités à signaler, avec un délai suffisant, l'approche d'une éruption majeure : le diagnostic apaisant aurait donc dû être assorti de solides garanties relatives aux procédures d'alerte, ce qui fut loin d'être le cas. Mais lorsque le chercheur accède — à son corps défendant ou avec complaisance — au statut d'expert, il tend à l'affirmation péremptoire, alors que "*l'énonciation du chercheur doit manier le doute plus que la fracassante certitude, laisser la porte ouverte à la contradiction et retarder le moment de trancher*"¹⁰. Il est vrai que le volcan ne lui en laisse pas toujours le loisir !

Dans l'affaire de la Soufrière, comme chaque fois que la science investit le champ de la politique, ou plus précisément que la connaissance scientifique est conviée à un processus de décision, les experts ont confisqué avec empressement, et avec les débordements que l'on sait, un débat dont les véritables enjeux se trouvaient ailleurs. Pour le bon plaisir des médias, et au grand bénéfice des politiques, dont les responsabilités passaient ainsi au second plan. L'enquête réalisée par Martine Barrère allait, elle, à l'encontre de ce camouflage qui privait les Guadeloupéens de leur droit à choisir le niveau de risque auquel ils accepteraient, en toute connaissance de cause, d'être exposés.

Les conditions sont-elles réunies pour que la prochaine crise volcanique ne se transforme pas en "affaire" ou, assurément pire, en catastrophe ? De toute évidence, la réponse ne peut venir des seuls scientifiques, et de leur expérience des crises volcaniques de l'arc insulaire caraïbe. En revanche, la récurrence des cyclones — David en 1979, Hugo

en 1989 et, quoique moins destructeurs, Luis suivi de Marilyn en septembre dernier — permet d'apprécier l'organisation et la motivation des forces sociales guadeloupéennes confrontées aux catastrophes naturelles, de même que leur aptitude à se relever d'un désastre¹¹ dans lequel la mentalité antillaise voit aussi un principe

régénérateur.

Ne pas s'appuyer sur ces forces sociales — "les Guadeloupéens ont envie de devenir responsables de leur avenir" — condamne à l'échec toute politique de prévention des risques naturels aux Antilles : le prix à payer peut alors être beaucoup plus lourd que celui d'une simple "affaire".

Si demain la Montagne Pelée ou

« Une attaque contre la science "Officielle" »

L'article de Martine Barrère sur l'affaire de la Soufrière, paru sous le titre « Imbroglia scientifico-politique » (*La Recherche*, janvier 1977), a suscité, à l'époque, une réaction virulente de la part des scientifiques proches de Claude Allègre. Afin d'organiser la riposte contre ce qui était considéré comme une mise en cause de la science "Officielle", M. Mattauer, alors professeur à l'université des sciences et techniques du Languedoc et président de la Société Géologique de France, avait adressé à vingt-six de ses collègues une circulaire les incitant à protester auprès de la rédaction du journal. En réponse à cette circulaire, seules trois lettres - dont une de M. Mattauer - ont été adressées à la revue et publiées par celle-ci (numéro d'avril 1977). Dans ce même numéro, la revue a également fait paraître la circulaire en question, qui avait fini par atterrir sur le bureau de Martine Barrère. Sa parution démontrait ainsi aux lecteurs la spontanéité des réactions suscitées par l'article de Martine, et leurs véritables enjeux. Nous publions ci-dessous les principaux extraits de cette fameuse circulaire. G.C.

« J'ai considéré qu'il fallait réagir de façon concertée pour les raisons suivantes :

a) Tazieff et ses supporters ont décidé de concentrer toutes leurs attaques sur Allègre (on oublie Brousse et Tomblin !). L'attaque contre Allègre est en fait une attaque de grande envergure contre l'IPG.

b) C'est du même coup une attaque contre le groupe de scientifiques qui, en France, a cherché, et déjà partiellement réussi, à rénover les sciences de la Terre.

c) C'est une attaque contre la Science « Officielle » c'est à dire en fait, un encouragement au charlatanisme (...).

d) C'est une attaque qui risque d'avoir, en définitive, des conséquences graves sur le développement de notre discipline et sur le nombre de postes nouveaux qui seront créés pour les jeunes.

Si vous êtes d'accord avec moi sur cette analyses, je vous propose de réagir en envoyant chacun une lettre à La Recherche et en demandant la publication. Il est clair que, dans une telle opération, Allègre, qui a suffisamment été en première ligne, doit rester en retrait. C'est à nous de prendre le relais.

Le scénario pourrait être le suivant :

1) M'étant trouvé à la Soufrière en même temps que Martine Barrère, je fais une réponse générale et digne (ton indispensable dans la mesure où je signe « Président de la Société Géologique de France ». 2) Chacun d'entre nous fait une lettre en essayant de développer une argumentation personnelle différente de celle des autres. (...) 4) Je vous propose de centraliser dans un premier stade toutes les réponses afin de pouvoir suggérer, éventuellement, des modifications. (...) »

la Soufrière se réveille, les responsables de la gestion de la crise compteront dans leurs rangs quelques uns des “jeunes scientifiques envoyés sur place [en 1976] et qui ont pu voir que la « vérité » scientifique était de peu de poids comparée au pouvoir de leurs patrons et aux enjeux politiques et économiques”¹². Ils évolueront dans un contexte politique guère apaisé, et face à des médias toujours demandeurs de science spectacle et d'individus vedettes. Enfin, ils auront à leur disposition des moyens scientifiques et institutionnels nouveaux, n'ayant pas encore subi l'épreuve du feu. Même si l'éducation du public en matière de risques naturels a incontestablement progressé aux Antilles depuis 1976, les journalistes scientifiques auront encore fort à faire pour rendre intelligible les “retrouvailles de la science et du pouvoir” au dessous du volcan.

Notes :

- 1) “Imbroglia scientifico-politique à La Soufrière”, par Martine Barrère, *La Recherche*, 8/74 : 102–104, janvier 1977.
- 2) Titre du quotidien France-Antilles sur sept colonnes à la une, le jour de l'évacuation. Il y était également envisagée “une explosion d'une puissance égale à celle de plusieurs bombes atomiques”.
- 3) “L'éruption ne doit faire qu'un seul mort : l'idée d'indépendance”. Ce propos, peut-être apocryphe dans sa forme, que Daniel Maximin prête à un fonctionnaire des Renseignements Généraux en poste aux Antilles (Soufrière, Le Seuil, 1987), traduit bien la consigne élyséenne : pas une seule victime du volcan en Guadeloupe.
- 4) Op. cit.
- 5) À dater de cet article, Claude Allègre, Directeur de l'Institut de Physique du Globe de Paris, dissuada les chercheurs travaillant sous sa responsabilité de publier dans *La Recherche*.
- 6) Si, aujourd'hui, le statut du volcanisme s'est largement amélioré,

la volcanologie appliquée à la prévision est toujours insuffisamment dotée en regard des enjeux que représente le risque volcanique dans nos départements d'Outre-Mer, ou dans les pays étrangers susceptibles de nous demander assistance.

7) Léon Steinmetz est décédé quelques jours avant Martine Barrère (le 22 septembre 1995)

8) Contrairement aux dégâts de la sécheresse de la même année, le coût de l'évacuation ne fut pas financé par l'impôt, mais par la “solidarité nationale”.

9) A. Rittmann (1963). *Les volcans et leur activité*. Masson, Paris.

10) “La science au risque des médias”, par Daniel Bougnoux. *Le Monde Diplomatique*, septembre 1995.

11) “Guadeloupe : une nouvelle vie au sortir des décombres”, par Martine Barrère, *La Recherche*, 21/217 : 108–116, janvier 1990.

12) Martine Barrère, op. cit.

■